



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/17102025/23

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202582-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 17 octobre 2025 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Mireille VACHE-PICAT ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

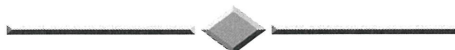
Étaient excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Jean DE BEIR

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 10 octobre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/23

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202582-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

23 CONVENTION DE COLLABORATION C.C.A.S. DE ROUEN - EDF - AUTOMATISATION DE LA PROCÉDURE DE DÉLIBÉRATION SIGNATURE



MESDAMES, MESSIEURS,

La précarité énergétique touche de plus en plus de ménages, le C.C.A.S. est intervenu à hauteur de 19 566 € pour l'énergie en 2024 au titre des Allocations Communales de Solidarité.

Afin de renforcer l'accompagnement mis en place par le C.C.A.S. de Rouen auprès des Rouennais en situation de précarité énergétique, il a été signé en 2021 une convention de partenariat visant à permettre aux usagers :

- de bénéficier d'actions de prévention permettant la maîtrise des consommations,
- de connaître les différents dispositifs et procédures d'aide en matière d'énergie, d'être informés et orientés vers les différents partenaires habilités à constituer les dossiers.

Il est proposé au Conseil d'Administration de renouveler cette convention selon les engagements communs suivants :

- Informer les travailleurs sociaux et les agents du C.C.A.S. sur le dispositif solidarité et sur la facturation des clients d'E.D.F.,
- Informer le public sur la maîtrise de la demande d'énergie et sur les gestes simples d'économie d'énergie,
- Être fédérateur d'un réseau de partenaires et d'intervenants gravitant autour des familles en difficulté en favorisant la rencontre de partenaires et la mise en place d'actions communes de prévention,
- Informer le public de ses droits sur l'accompagnement dans l'obtention du chèque énergie et le maintien de la fourniture durant l'instruction d'une demande d'aide,
- Préciser les modalités de partenariat entre le C.C.A.S. et E.D.F. concernant le versement des aides financières d'énergie à destination des clients E.D.F. en situation de précarité,
- Permettre une relation directe entre le C.C.A.S. et l'équipe Solidarité E.D.F. via une ligne téléphonique dédiée, et un Portail d'Accès aux Services Solidarité d'E.D.F.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle pourra être renouvelée chaque année par tacite reconduction pour une durée d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder 3 ans.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

Au vu de ces éléments, le Conseil d'Administration est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention avec E.D.F.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

DÉLIBÉRATIONS

VU le projet de convention de collaboration entre E.D.F et le C.C.A.S. de Rouen,



CONSIDÉRANT la convention de collaboration entre E.D.F. et le C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT le travail d'accompagnement des travailleurs sociaux du C.C.A.S. de Rouen afin de prévenir les coupures d'énergie,

CONSIDÉRANT la nécessité d'informer le public de ses droits sur l'accompagnement, le maintien de la fourniture durant l'instruction d'une demande d'aide et d'être fédérateur d'un réseau de partenaires et d'intervenants en faveur des familles en difficulté.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention de collaboration entre le C.C.A.S. et E.D.F.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation

Marie DESBORDES
Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen



Madame la Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.